

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/188**

**G/SCM/W/195**

24 novembre 1995

(95-3763)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET  
REGLLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT  
DU BOSTWANA<sup>1</sup> AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE  
L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de Hong Kong a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 novembre 1995.

1. Dans sa notification, le Botswana déclare qu'il n'a ni lois ni réglementations concernant les pratiques antidumping et que, si l'existence d'un dumping était constatée, il appliquerait des droits antidumping "conformément aux dispositions de l'article VI de l'Accord" (sic).

Questions:

- a) Quel est le statut juridique de l'Accord antidumping de l'OMC dans le système juridique du Botswana? A-t-il force de loi? Les autorités antidumping sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord antidumping au cours d'une procédure antidumping?
  - b) Le Botswana envisage-t-il d'adopter une législation relative aux mesures antidumping à l'avenir?
2. Question: Quelles procédures le Botswana a-t-il mises en place en matière de révision judiciaire pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?
  3. Question: Quelles sont la politique et la législation du Botswana en ce qui concerne la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/BWA/1.